

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
50 Victoria St. / 50, rue Victoria
Place du Portage , Phase I
Mailroom C114
salle de courrier C114
Gatineau
Québec
J8X 3X1
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Information Security and Electronic Warfare Major
Proj/Division de la sécurité de l'information et de la
guerre
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
8C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Information Technology Infrastructu Infrastructure de technologie de l'information à l'appui du commandement et du c	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-18IT01/C	Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client W8474-18IT01	Date 2023-12-20
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QE-061-29203	
File No. - N° de dossier 061qe.W8474-18IT01	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2024-02-07 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input checked="" type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Abela, Aaron	Buyer Id - Id de l'acheteur 061qe
Telephone No. - N° de téléphone () - ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION 002 À L'ISQ

La modification 002 à l'ISQ vise à apporter les changements suivants :

- A) Modifier l'adresse de livraison du bureau de l'unité de réception des soumissions (URS)
- B) Modifier la PARTIE 7, section 7.3 Exigences en matière de sécurité
- C) Modifier l'ANNEXE C - Liste de contrôle des exigences relatives à la sécurité

A) Adresse du bureau de l'unité de réception des soumissions (URS) - page couverture de l'ISQ

L'adresse de livraison de l'URS a été modifiée. La nouvelle adresse est indiquée sur la première page de la présente modification l'invitation à se qualifier (ISQ). Veuillez utiliser cette nouvelle adresse dans votre réponse à l'ISQ.

B) PARTIE 7, section 7.3 Exigences en matière de sécurité

Supprimer dans son intégralité

Insérer :

7.3 Exigences en matière de sécurité

7.3.1 Les exigences en matière de sécurité suivantes s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN: DOSSIER TPSGC N° W8474-18IT01 Révisé 1

1. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une cote de sécurité d'installation valable au niveau **SECRET**, et obtenir une cote de protection des documents approuvée au niveau **SECRET**, délivrées par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Ce contrat comprend un accès à des **marchandises contrôlées**. Avant d'avoir accès, le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée doit être inscrit au Programme des Marchandises Contrôlées de **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)**.
3. Les membres du personnel du Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS**, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET ou FIABILITÉ**, tel que requis, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
4. Les membres du personnel du Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **RESTREINTE CANADIENNES OU ÉTRANGERS CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS**, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent être résidents permanents du Canada ou citoyens du Canada, Les États-Unis d'America, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Australie et TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET ou FIABILITÉ**, tel que requis, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.

5. Les membres du personnel du Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée qui doivent avoir accès aux biens ou aux renseignements OTAN NON-CLASSIFIÉS n'ont pas besoin d'avoir une attestation de sécurité ; toutefois, l'entrepreneur doit s'assurer que de tiers n'auront pas accès aux renseignements OTAN NON-CLASSIFIÉS et que le principe du « besoin de savoir », sera appliqué
6. Les membres du personnel du Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée devant avoir accès à des renseignements ou à des biens NATO DIFFUSION RESTREINTE, **doivent être citoyens d'un pays membre de l'OTAN ou doivent être résidents permanents du Canada** et doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ ou son équivalent en vigueur, délivrée ou approuvée par l'autorité de sécurité compétente déléguée par l'OTAN.
7. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée NE DOIT PAS utiliser leur établissement pour traiter, produire ou entreposer des renseignements ou des biens CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS tant que le PSC, TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit.
8. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée NE DOIT PAS utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou entreposer électroniquement des renseignements ou des données au niveau CLASSIFIÉS/PROTÉGÉS tant que le PSC, TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau **SECRET**.
9. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
10. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée doit soumettre toutes les pièces justificatives requises dans le cadre de l'évaluation PCIE (FOCI), incluant la documentation connexe prescrite dans les lignes directrices et le questionnaire relatifs à la PCIE. Le tout doit être remis au plus tard à la date d'échéance indiquée dans le courriel envoyé par le bureau de la PCIE.
11. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée NE DOIT PAS accéder à des renseignements ou des biens relatifs à COMSEC tant que tous les exigences contractuelles sont satisfaites, y compris la possession de la lettre de détermination venant de la PCIE et une lettre de détermination venant du centre de la sécurité des télécommunications.
12. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée NE DOIT PAS accéder à des renseignements ou des biens Classifiés de l'OTAN ou de l'Étranger, tant qu'il n'est pas en possession d'une lettre de détermination de la PCIE spécifique à ce contrat.
13. Si le bureau de la PCIE exige la mise en œuvre de mesures d'atténuation, le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée, ou son personnel, doit mettre en œuvre les mesures identifiées et approuvées par le bureau de la PCIE avant de pouvoir accéder à des renseignements, ou des biens classifiés de l'OTAN, de l'étranger, ou de COMSEC.
14. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée doit maintenir les mesures d'atténuation requises pendant toute la durée du contrat, y compris lors de toute prolongation du contrat, le cas échéant.
15. Si le bureau de la PCIE détermine qu'aucunes mesures d'atténuation sont possible, ceci peut faire en sorte que le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée ne soit pas en mesure d'obtenir ou de maintenir les attestations de sécurité requises pour l'organisation et celles requises pour le personnel, et par conséquent, ne respecterait pas les exigences de sécurité du contrat.

16. Si le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée choisit de ne pas mettre en œuvre les mesures d'atténuation requises par le Programme de sécurité des contrats, l'attestation de sécurité de l'organisation du soumissionnaire/entrepreneur peut être suspendue.
17. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée doit informer le bureau de la PCIE sans délai par rapport à tout changement apporté à la structure organisationnelle ou au sein de l'entreprise, ainsi que tout changement apporté au revenu ou à la dette étrangère par rapport à ce qui a été déclaré au bureau de la PCIE dans l'évaluation initiale de la PCIE. Le soumissionnaire/entrepreneur retenu fera l'objet d'une réévaluation de la PCIE en fonction de ces nouveaux renseignements dans le but de déterminer à nouveau le statut PCIE du soumissionnaire ou de l'entrepreneur retenu.
18. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe _____;
 - b) du *Manuel de la sécurité des contrats* (dernière édition).

VEUILLEZ NOTER : Il y a des **niveaux multiples de contrôle de sécurité du personnel** associé avec ce dossier. Dans ce cas, un Guide de Classification de sécurité doit être ajouté à la LVERS afin de clarifier ces contrôles de sécurité. Le Guide de Classification de sécurité est habituellement généré par l'autorité de projet et/ou l'autorité de sécurité de l'organisation.

VEUILLEZ NOTER: Il y a des **niveaux multiples de restrictions relatives à la diffusion** associé avec ce dossier. Dans ce cas, un Guide de sécurité devrait être ajouté à la LVERS afin de clarifier ces restrictions. Le Guide de sécurité est habituellement généré par l'autorité de projet et/ou l'autorité de sécurité de l'organisation.

EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR LES FOURNISSEURS ÉTRANGÈRES

No DE DOSSIER DE TPSGC: W8474-18IT01

PROTÉGÉ A ET B, SECRET, OTAN NON-CLASIFIÉ ET RESTREINT, PROTÉGÉ ET SECRET ÉTRANGER, TI, DSC SECRET, MARCHANDISES CONTROLÉE

1. 1. Tous les renseignements et les biens de niveau CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ fournis au Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire, doivent être protégés comme suit:
2. Dans l'éventualité du retrait de la partie destinataire ou à la fin du contrat, tous les renseignements et les biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ fournis ou produits en vertu du présent contrat continueront d'être protégés, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de leurs pays.
3. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire assurera une protection des renseignements et des biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ aussi stricte que celle mise en œuvre par le gouvernement du Canada, conformément aux politiques, aux lois et aux règlements nationaux en matière de sécurité nationale, et comme prévu par l'administration nationale de sécurité (ANS) ou par l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) de leurs pays.
4. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire doit attribuer à tous les renseignements et biens de niveau CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ qui lui sont fournis par le gouvernement du Canada en vertu du présent contrat la cote de sécurité équivalente

utilisée par {nom du pays}, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de leurs pays.

5. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution du contrat veiller à ce que le transfert des renseignements et des biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ soit effectué conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de leurs pays et aux dispositions du Protocole d'entente bilatérale sur la sécurité industrielle signé par leurs pays et le Canada.
6. À la fin des travaux, le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire doit restituer au gouvernement du Canada, par l'entremise des circuits officiels, tous les renseignements et les biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ qu'il aura reçu ou produit en vertu du présent contrat, y compris tous les renseignements et les biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ remis à ses sous-traitants ou produits par eux sauf autrement autorisé au préalable écrite par l'ADS du Canada.
 - i. Les Canadiens qui examinent, possèdent ou transfèrent des marchandises contrôlées (*voir la remarque) qui sont soumises à un contrôle domestique par Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) dans le cadre de marchés ou de marchés de sous-traitance doivent s'inscrire auprès du Programme des marchandises contrôlées (PMC) de SPAC avant d'avoir accès aux marchandises contrôlées, sauf s'ils sont exemptés de l'inscription auprès du PMC en vertu du Règlement sur les marchandises contrôlées.

Pendant toute la durée du présent contrat et du présent contrat de sous-traitance, le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée et le sous-traitant étrangers destinataires doivent se conformer à leurs politiques nationales respectives concernant l'examen, la possession ou le transfert des marchandises contrôlées et doivent immédiatement signaler à leur autorité nationale de sécurité (ANS) responsable tous les cas dans lesquels ils savent ou ont lieu de croire que des marchandises contrôlées fournies ou produites aux termes de ce contrat et de ce contrat de sous-traitance ont été perdues ou divulguées à des personnes non autorisées (entités non inscrites auprès du PMC ou entités non exemptées de l'inscription auprès du PMC), notamment à une entité tierce, qu'il s'agisse d'un gouvernement, d'un individu d'une entreprise ou de ses représentants. La perte ou la compromission de marchandises contrôlées lors de leur traitement à l'extérieur du Canada devrait être signalée immédiatement, conformément aux exigences de la Directive sur les marchandises contrôlées et de la Directive sur la gestion du matériel du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, et à l'autorité gouvernementale canadienne propriétaire des marchandises contrôlées, par exemple le ministère canadien qui a émis les marchandises contrôlées au Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée et au sous-traitant étranger destinataire dans le cadre de ce contrat et de ce contrat de sous-traitance. De plus, si des marchandises contrôlées sont perdues ou divulguées à des personnes non autorisées qui sont assujetties à l'International Traffic in Arms Regulations des États-Unis, l'ANS ou l'autorité gouvernementale canadienne propriétaire des marchandises contrôlées devra signaler la situation à l'exportateur américain ou au Directorate of Defense Trade Controls (DDTC) du département d'État des États-Unis de l'Amérique.

* Remarque : Les marchandises contrôlées sont des marchandises, y compris les composants et les technologies connexes (p. ex. les plans, les spécifications techniques, etc.), qui revêtent une importance militaire ou pour la sécurité nationale, y compris les « articles de défense » qui sont régis par l'International Traffic in Arms Regulations des États-Unis. La Liste des marchandises contrôlées figurant à l'Annexe de la Loi sur la production de défense (article 35) détaille les

marchandises contrôlées particulières qui font l'objet d'un contrôle interne par SPAC.

7. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée destinataire étranger proposé doit identifier l'agent de sécurité du contrat (ASC) autorisé qui sera responsable du contrôle des exigences de sécurité, telles qu'elles sont définies dans le présent contrat. Cette personne sera désignée par le président-directeur général ou par un cadre supérieur clé du Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étrangère destinataire proposée. Les cadres supérieurs clés comprennent les propriétaires, les agents, les directeurs, les cadres et les partenaires occupant un poste qui leur permettrait d'avoir une influence sur les politiques ou les pratiques de l'organisation durant l'exécution du contrat.

8. Les renseignements et les biens de niveau CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ doivent être divulgués uniquement aux membres du personnel employés par le destinataire étranger dans le cadre du contrat qui en ont besoin pour exécuter le contrat. Ces membres du personnel doivent être des citoyens d CANADA, DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, DU ROYAUME UNIS, DE LA NOUVELLE ZÉLANDE, DE L'AUSTRALIE (voir guide supplémentaire pour plus d'informations), et doivent tous être titulaires d'une Attestation de sécurité du personnel valide de niveau SECRET, exigée, délivrée ou approuvée par l'administration nationale de sécurité (ANS) ou par l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) de leur pays respectif, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de leurs pays.

2. 9. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étrangers destinataires ne doivent pas accéder aux renseignements et aux biens appartenant à la catégorie NATO DIFFUSION RESTREINTE, sans avoir au préalable consulté leur administration nationale de la sécurité ou leur administration désignée en matière de sécurité respective, au sujet des mesures de protection qu'il convient de prendre conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de leurs pays.

10. Les membres du personnel du Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire qui doivent avoir accès aux renseignements/biens NON-CLASSIFIÉS de l'OTAN, n'ont pas besoin de cote de sécurité accordée par leur autorité nationale de sécurité (ANS) ou leur autorité désignée en matière de sécurité (ADS). Toutefois, le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire doit s'assurer qu'aucun tiers n'aura accès aux renseignements/biens NON-CLASSIFIÉS de l'OTAN et que le principe du « besoin de savoir » sera appliqué au personnel accédant à l'information/bien. Aux fins de cette disposition, le principe du « besoin de savoir » signifie que l'ANS ou que l'ADS a établi hors de tout doute qu'un éventuel destinataire de renseignements/biens NON-CLASSIFIÉS de l'OTAN doit avoir accès aux renseignements/biens NON-CLASSIFIÉS de l'OTAN, en avoir connaissance ou les posséder afin d'exécuter les services et les tâches requises en vertu du contrat. Les contrats comportant des exigences relatives aux renseignements/biens NON-CLASSIFIÉS de l'OTAN NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite de l'ADS du Canada.

11. Tant que l'ANS ou l'ADS responsable de la sécurité industrielle de leurs pays dont dépend le destinataire étranger n'a pas transmis à l'ADS canadienne les assurances exigées que le personnel du Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée destinataire étranger sont citoyens d'un pays membre de l'OTAN et ont un besoin de savoir, ce dernier N'A PAS ACCÈS aux renseignements et aux biens NON CLASSIFIÉS / RESTREINTS de l'OTAN et NE PEUVENT PAS PÉNÉTRER sur les lieux du « gouvernement du Canada » ou du « Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée » où ces renseignements/biens sont conservés à moins d'être accompagnés. L'accompagnateur doit être un employé du « gouvernement du Canada » ou du « Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée » détenant une autorisation de sécurité adéquate du niveau requis.

12. Tant que l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) responsable de la sécurité industrielle de leurs pays n'a pas transmis à l'ADS canadienne les attestations de sécurité écrites exigées pour les membres du personnel du Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire, ces derniers NE PEUVENT PAS AVOIR ACCÈS aux renseignements/biens CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ, OTAN NON-CLASSIFIÉ, RESTREINT ET ÉTRANGER PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ et NE PEUVENT PAS PÉNÉTRER sur les sites du « gouvernement du Canada » ou du « Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée » où ces renseignements/biens sont conservés à moins d'être accompagnés. L'accompagnateur doit être un employé du « gouvernement du Canada » ou du « Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée » détenant une Attestation de sécurité du personnel au niveau exigé.

13. Tant que l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) responsable de la sécurité industrielle de leurs pays n'a pas transmis à l'ADS canadiennes les autorisations de sécurité écrites exigées pour les membres du personnel, les membres du personnel du Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée NE PEUVENT PAS PÉNÉTRER sur les sites du gouvernement ou du Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée à moins d'être accompagnés. L'accompagnateur doit être un employé du « gouvernement du Canada » ou du l'« Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée » détenant une Attestation de sécurité du personnel au niveau exigé.

14. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) concernée, conformément aux législations, règlements, et politiques nationales de leurs pays / ADS canadienne.

15. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire NE DOIT PAS utiliser ses systèmes de technologie de l'information pour traiter, produire ou conserver dans un système informatique, des renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ avant que l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) de leurs pays lui en donne le droit. Une fois que le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire a reçu cette approbation écrite, il peut effectuer ces tâches jusqu'au niveau SECRET.

16. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire ne doit pas utiliser les renseignements /biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ pour répondre à des besoins distincts de l'exécution du contrat sans l'approbation écrite préalable du gouvernement du Canada. Cette autorisation doit être obtenue auprès de l'ADS du Canada.

17. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire visitant des sites gouvernementaux ou industriels canadiens dans le cadre du contrat doit soumettre pour approbation une demande de visite à l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du Canada, par l'entremise de son administration nationale de la sécurité (ANS) ou son administration désignée en matière de sécurité (ADS).

18. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire doit signaler immédiatement à l'ADS canadienne tous les cas pour lesquels il sait ou il a lieu de croire que des renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ obtenus dans le cadre du présent contrat ont été compromis.

19. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire doit immédiatement signaler à son administration nationale de la sécurité (ANS) ou à son administration désignée en matière de sécurité (ADS) tous les cas dans lesquels il sait ou il a lieu de croire que des renseignements /biens de niveau CANADA PROTÉGÉ / CLASSIFIÉ fournis ou

produits par le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire conformément au présent contrat ont été perdus ou divulgués à des personnes non autorisées.

20. Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire ne doit pas divulguer les renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ à un tiers, qu'il s'agisse d'un gouvernement, d'un particulier, d'une entreprise ou de ses représentants, sans l'accord écrit préalable du gouvernement du Canada. Cet accord doit être obtenu par l'intermédiaire de l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou de l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du destinataire / ADS du Canada.

Le Fournisseur qualifié/Entrepreneur de coopération financée étranger destinataire doit se conformer aux dispositions de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité figurant à l'Annexe C.

C) At ANNEX C – Security Requirements Check List

Delete in its entirety;

Insert:

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8474-18IT01/C (ITQ)
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8474-18IT01

Amd. No. - N° de la modif.
002
File No. - N° du dossier
W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
061QE
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8474-18IT01 -- post ITQ Engagement Amendment 001

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? ☒ No ☐ Yes
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ Non ☐ Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité:

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? ☒ No ☐ Yes
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ Non ☐ Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :
Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input checked="" type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET-- SIGINT TRÈS SECRET -- SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMBLEMES			

Special comments:
Commentaires spéciaux : See supplemental guidance.

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? ☐ No ☒ Yes
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ Non ☒ Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted? ☒ No ☐ Yes
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ Non ☐ Oui
On DND premises, unscreened pers. may only access public/reception zones

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? ☐ No ☒ Yes
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ Non ☒ Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? ☒ No ☐ Yes
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ Non ☐ Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? ☒ No ☐ Yes
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ Non ☐ Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? ☐ No ☒ Yes
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ Non ☒ Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? ☒ No ☐ Yes
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ Non ☐ Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8474-18IT01 -- post ITQ Engagement Amendment 001

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		COSMIC TOP SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens Production	✓	✓			✓		✓									
IT Media / Support TI	✓	✓			✓		✓									
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

✓ No
Non

Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

✓ No
Non

Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec
des pièces jointes).

Guide de sécurité complémentaire de la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)

Partie A – Restrictions de diffusion multiples : guide de sécurité							
À remplir en plus de la question 7.b) de la LVERS lorsque des restrictions de diffusion sont identifiées dans le présent document. Indiquer à quels niveaux de renseignements les restrictions relatives à la diffusion s'appliquent. Indiquer dans le tableau si un niveau de renseignement comporte plusieurs restrictions (p. ex. une partie des renseignements cotés SECRET est réservée aux Canadiens alors que le reste des renseignements n'est visé par aucune restriction de diffusion).							
Renseignements canadiens							
Restriction relative à la citoyenneté	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (SIGINT)
Aucune restriction relative à la diffusion	X	X					
Ne pas diffuser							
Limité au Gp5					X (renseignements limités au Gp5)		
Résidents permanents inclus*							
Renseignements de l'OTAN							
Restriction relative à la citoyenneté	OTAN SANS CLASSIFICATION		OTAN DIFFUSION RESTREINTE	OTAN CONFIDENTIEL	OTAN SECRET	COSMIC TRÈS SECRET	
Tous les pays de l'OTAN	X		X				
Limité à :							
Résidents permanents inclus*							
Renseignements de gouvernements étrangers							
Restriction relative à la citoyenneté	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (SIGINT)
Aucune restriction relative à la diffusion							
Limité au Gp5	X	X			X (renseignements limités au Gp5)		
Résidents permanents inclus*							
Renseignements COMSEC							
Restriction relative à la citoyenneté	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (SIGINT)
Aucune restriction relative à la diffusion							
Limité à :							

*Lorsque des restrictions de diffusion sont indiquées, préciser si les résidents permanents peuvent être inclus.

Partie B – Niveaux d'enquête de sécurité multiples sur le personnel : guide de classification de sécurité

À remplir en plus de la question 10.a) de la LVERS lorsque plusieurs niveaux d'enquête de sécurité sur le personnel sont indiqués dans le présent document. Indiquer les niveaux d'enquête de sécurité sur le personnel requis pour des portions données du travail ou de l'accès visés par le contrat.

Niveau d'autorisation de sécurité du personnel (ex. Fiabilité, Secret)	Poste/Description/Tâche	Accès aux emplacements et/ou à des renseignements. Niveaux de renseignements auxquels l'employé aura accès.	Restriction relative à la citoyenneté (le cas échéant)
Fiabilité		Accès à des renseignements Protégé ou à des zones opérationnelles	
Secret		Accès à des renseignements ou à des actifs Protégé et Secret ou à des zones sécurisées	Gp5

Partie C – Sauvegardes/Support pour la technologie de l'information (TI) – 11d = oui

Oui - Le MDN a l'intention de partager des renseignements sur des supports informatiques approuvés pour différents niveaux de sécurité, comme indiqué dans la présente LVERS, afin d'aider les fournisseurs qualifiés à exécuter des tâches à l'appui du projet. Les fournisseurs qualifiés peuvent être tenus de stocker et de compléter ces renseignements sur des systèmes et des supports informatiques approuvés pendant la durée de la tâche. Tous les supports utilisés à cette fin doivent être nettoyés de manière satisfaisante et/ou retournés au MDN à la fin de la tâche.

AUTRES INSTRUCTIONS DE SÉCURITÉ

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES